

Nord-Ouest

Des armes de guerre entrent en masse



- C'est ce qui ressort d'un communiqué radio du gouverneur Adolphe Lele Lafrique qui pense aussi que les sécessionnistes s'apprêtent à exporter la guerre au-delà des frontières de la région.
- Pour lui, des attaques pourraient être une fois de plus commises ailleurs. P.7

Présidentielle

Paul Eric Kingue : directeur de campagne de Maurice Kamto

* C'est ce qui ressort de la conférence de presse organisée par le Mrc pour présenter sa coalition. P.8

SWR
**St Joseph's
College Sasse
Buea attacked**

P.9

Présidentielle

La bataille des sondages

P.6

**African Development bank
Visiting vice President
agrees to assist Cameroon
become an emerging
country by 2035**

P.3



Droits de l'homme

Chemuta Divine Banda s'allie à Cyrille Rolande Bechon

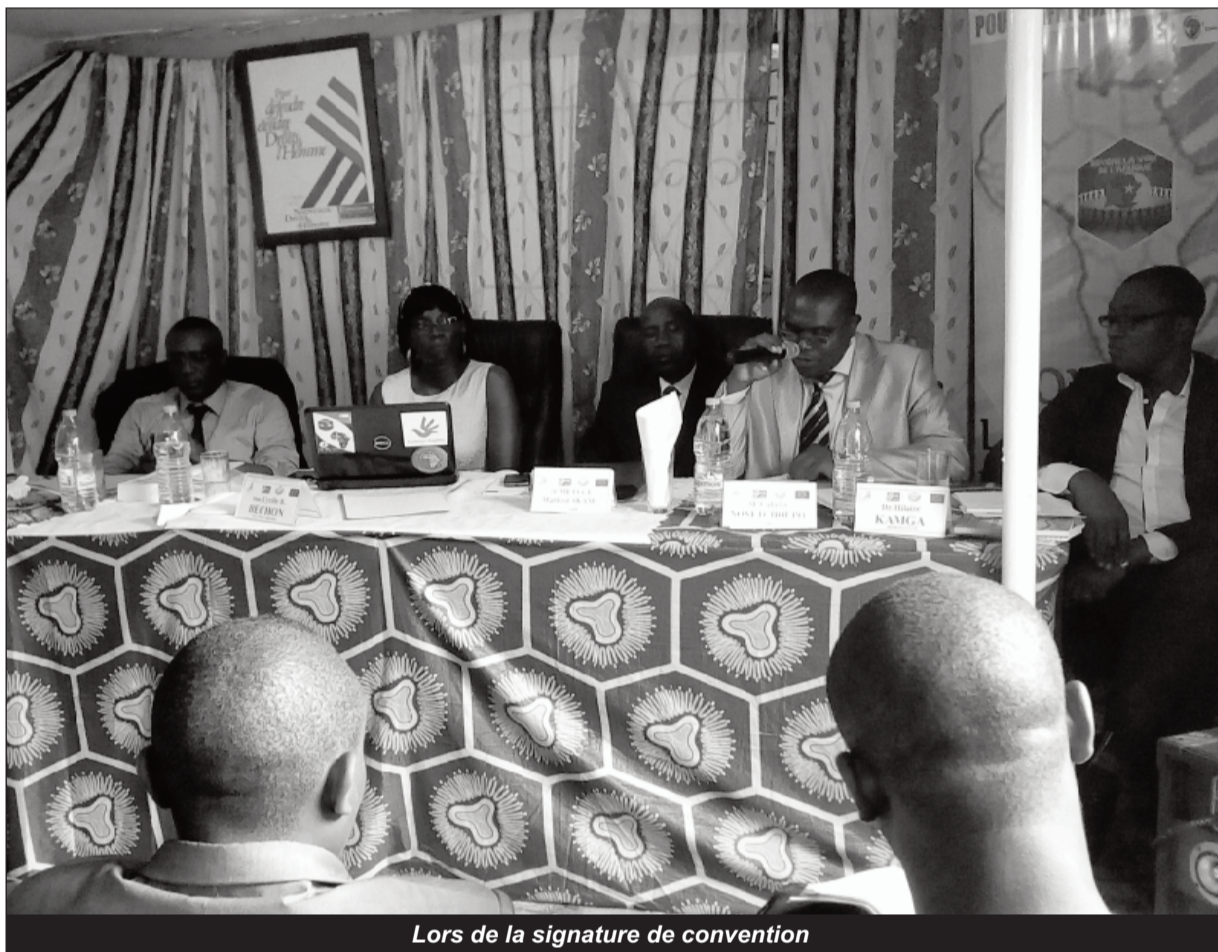
Dans le cadre du programme d'appui à l'amélioration de la justice pénale (Paajp), la commission nationale des droits de l'homme et des libertés, et l'ONG Nouveaux droits de l'homme (NDH), ont choisi de coordonner leur projet de renforcement de l'État de droit.

La 11ème édition de la journée internationale de la démocratie célébrée le 15 septembre 2018 a été l'occasion pour la commission nationale des droits de l'homme et des libertés (Cndhl) et Nouveaux droits de l'homme (NDH) de rappeler la situation de vulnérabilité de la démocratie. Cyrille Rolande Bechon (directrice exécutive de NDH) citait alors le SG de l'organisation des Nations Unies (ONU) pour indiquer que les droits de l'homme sont en péril au Cameroun au regard de la crise actuelle qui secoue principalement Bamenda et Buea. D'où la conférence débat placé sous le thème "Droit pénal, élections et paix".

Toute chose qui fait dire à sieur Metougue Akam, représentant du président Chemuta Divine Banda, que le Cameroun est à l'épreuve

du renforcement de son système politique. Par conséquent, "notre devoir est de veiller au respect des droits de l'homme", a-t-il déclaré.

Dans sa prise de parole comme modérateur, Hilaire Kamga s'interroge notamment sur les conditions d'application du Code électoral dans un contexte préprésidentielle dominé par la violence dans le Nord-est et le Sud-Ouest. Cet argument est soutenu par Cyrille Rolande Bechon qui note justement que les droits de manifestation et de critiquer sont mis à mal. Invité à ce débat, Me Claude Assira, pénaliste, constate à ce propos que l'application du droit pénal devient complexe dans la mesure où les actes posés méritent d'être sanctionnés. Qu'à cela ne tienne, l'avocat soutient que la justice est le ciment de la cohésion et de la pacification



Lors de la signature de convention

des rapports sociaux. Aussi, chaque citoyen doit "connaître et exercer son droit" pour avoir la pleine jouissance et l'entière

connaissance.

Accès à la justice

La convention qui lie depuis le 15 septembre 2018 la

Cndhl et NDH engage ainsi les deux parties à travailler pour l'amélioration de l'accès à la justice.

Hervé Ndongbong

Présidentielle 2018/Diaspora

Les camerounais exigent la double nationalité et une onzième région

Issues des 10 propositions faites aux candidats, ces sollicitations sont en fait un appel à la révision du Code de la nationalité et une plus grande considération du mouvement diasporique.

Si les voix des Camerounais de l'Étranger sont sollicitées par les neuf candidats au scrutin présidentiel du 07 Octobre 2018, la diaspora a également des sollicitations. Parmi elles, la révision du Code de la Nationalité qui date du 11 juin 1968 qui oblige les nationaux à perdre leur nationalité s'ils obtiennent une autre. Aussi, au-delà de la double nationalité, la 5ème proposition entend faire de la diaspora une circonscription ou "la 11ème région", elle qui est "une partie prenante" du Cameroun.

Citoyen et citoyenneté
La 2ème proposition porte sur la reconnaissance de la citoyenneté camerounaise dans l'exercice des faits (rétablir les droits des usagers tels qu'ils sont stipulés dans la fiche des fonctions des corps consulaires, supprimer le visa pour les Camerounais de la diaspora pour faciliter et accélérer

leurs déplacements vers le Cameroun, et créer un espace d'information socio-économique et socio-culturelle sur le Cameroun destiné à la diaspora). La 3ème proposition vise à "créer une structure de pilotage transversal des organisations sociales camerounaises par "la création d'une agence de la diaspora". Sur le 4ème point, il s'agit d'"activer une conscience collective à l'extérieur du Cameroun. Ici, l'agence aura entre autres missions d'"archiver les faits de mémoire pour les faire rappeler et de mettre en place une plateforme dotée d'un fonds social et d'un fonds d'investissement". Le 6ème argument est celui de la "représentativité de la diaspora" dont le but est de "faire élire des représentants des mouvements diasporiques au Parlement".

Aspects financiers

La 7ème proposition est axée "sur l'ac-

accès de la diaspora aux marchés publics et privés".

Les exonérations douanières et la remise en cause des accords négatifs (APE et accords sous-régionaux) constituent la 8ème proposition qui aura en toile de fond la création "des conditions idoines pour que le Cameroun participe à terme à un groupe régional ayant sa propre monnaie" différente du CFA.

Dimension sociale

Les propositions 9 et 10 portent respectivement sur la sécurité sociale et la santé pour tous qui permettra de "renforcer les capacités sanitaires par l'accueil épisodique des professionnels de la santé de la diaspora", et sur "le dialogue national et la paix dans le territoire".

A titre de rappel, à l'issue de la rencontre du 8 septembre à Paris, la lettre aux candidats pour l'application des

10 propositions de la diaspora camerounaise de France, a été produite.

H. N.

Communiqué

Le Directeur de publication du quotidien bilingue *Emergence*, informe ses lecteurs que le sieur Zéphirin Koloko, ne fait plus partie de l'équipe rédactionnelle dudit journal. Ce faisant, il ne peut plus se prévaloir de ce statut auprès de quiconque. Par conséquent, la rédaction se désengage de tout acte qu'il pourrait poser en son nom.

African Development Bank agrees to accompany Cameroon towards her 2035 emergence vision

The visiting delegation in a concertation meeting with the Minister of Economy, planning and regional Development also hailed Cameroon's economic growth rate of about 4.9% despite the crises in three regions of the country.

The ongoing Anglophone and the refugee crises have not in any way affected the economy of the country but instead, it has witnessed an economic growth rate of almost 5%. The revelation was made on Monday September 17, 2018 by the Minister of Economy, Planning and Regional Development, Alamine Ousman Mey during a concertation meeting with the visiting delegation of the African Development Bank (ADB) who are in the country on a dialogue mission with government officials. The exchanges with the ADB delegation led by the Vice President in Charge of Regional Development, Regional Integration and Service Delivery, Khaled SHERIF and Alamine Ousman Mey were centered on the state of cooperation between Cameroon and the ADB, how to established a regional branch headquarters of the ADB in Cameroon, stakes and challenges of the development of Cameroon and the issues related to economic integration in Central Africa. MINEPAT during his opening

speech, said infrastructure is very essential for the development of the country and so he is very happy that the ADB is helping Cameroon in this direction. He therefore highlighted some of the key areas that are being developed thanks to ADB's aid; electricity, industrial development, telecommunications, road infrastructure development just to name a few. These sectors, according to him, will go a long way in fostering sub regional integration. The ADB boss, on his own part hailed Cameroon for attaining a 4.9% growth rate despite the ongoing crisis in the Anglophone regions and the refugee management. Khaled Sherif added that despite significant growth in the GDP, more efforts need to be done to make GDP per capita grow and make import substitution through the development of the agricultural sector, in other words encourage domestic production. Khaled Sherif and team promised to assist Cameroon both technically and financially to achieve its 2035 emergent vision. The ADB's help according to the minister will



Family photo after concertation meeting.

be through the country's strategic plan that composes 23 projects. All these projects are aimed at reducing poverty at an acceptable level, become a middle-income country, reach the stage of new industrialized country and reinforce national unity, consolidate

democracy while promoting peace ideas, liberty, social progress justice and national solidarity. In his concluding statement to the press, Alamine Ousman Mey said, the second visit of the ADB to Cameroon within a year is a sign of

confidence. This confidence can be seen through the granting of loans to Cameroon worth 875 billion FCFA that is going to fund future projects. To him it portrays that excellent relations Cameroon has with the ADB.

By Amos Muang Nsah

Kribi

Les journalistes formés à la couverture «responsable» de la présidentielle

Un atelier de formation des professionnels de la communication a eu lieu à Kribi. Il était question d'amener les médias à respecter les principes d'éthique et de déontologie pour une couverture médiatique responsable du scrutin du 7 octobre prochain.

Organisé par la section Océan du Syndicat National des Journalistes du Cameroun sur la question de la responsabilité sociale du journaliste en période électorale, il était question d'amener les journalistes à prendre conscience du rôle essentiel et très capital qu'ils jouent pour le maintien de la paix en cette période hautement sensible et délicate. A ce jour, les journalistes exerçant dans le département de l'Océan savent désormais comment traiter l'information dans les règles de l'art en temps électoral. Pour le Docteur Thimothee Dongue Epande, facilitateur, «il fallait que les journalistes comprennent que malgré les difficultés, le traitement de l'information en période électorale devrait d'abord privilé-

gier l'intérêt supérieur de la nation dans la mesure où nous sommes tous des camerounais». Après les échanges nourris et des questions posées sur la thématique, les journalistes sont désormais conscients du rôle qui est le leur dans la préservation de la paix. Selon Samuel Bonis, participant, «après avoir suivi ce séminaire avec toutes ces précisions qui ont été données sur comment faire un papier tout en préservant la paix sociale, on est suffisamment prêts à couvrir la présidentielle». Et à propos, la tutelle nourrit également de nombreuses attentes. Pour Siméon Avant, Délégué départemental de la communication de l'Océan, «il faudrait que les journalistes exerçant dans le département de l'Océan respectent l'éthique et la déontologie de la campagne. Qu'ils soient



Au cours de l'atelier

exemplaires pour la couverture médiatique de la campagne électorale». Cette initiative du SNJC sec-

tion Océan invite les hommes et les femmes des médias à mettre effectivement les acquis en pratique avec en

exergue un discours de paix et non de haine.

J.B.

Banque/Cemac

Les particuliers ont capté plus de crédits bancaires de moyen terme que les grandes entreprises et les PME

Dans la zone Cemac, les particuliers semblent finalement plus dynamiques sur le marché du crédit de moyen terme que les entreprises.

En effet, en plus d'avoir pu capter 10,72% de l'enveloppe globale des crédits (contre 7,6% pour les PME et le reste pour les grandes entreprises) octroyés par les banques en activité dans cet espace communautaire, au 2ème semestre 2017, la Beac révèle que ces particuliers se sont également adjugés 47,85% des crédits de moyen terme, contre 27,28% pour les PME et 24,64% pour les grandes entreprises. Sur le segment crédits de long terme, qui conviennent logiquement aux entreprises, au même titre que les crédits de moyen terme, les particuliers ont de nouveau engrangés 21,41% de l'enveloppe glo-

bale, bien plus que les PME (20,05%), contre 58,54% pour les grandes entreprises.

Mais de manière générale, révèle le rapport de la Beac, «84,26% des crédits décaissables fournis pendant cette période ont été des concours à court terme, contre 13,49% pour le moyen terme et 2,25% pour le long terme. La distribution des crédits par type de bénéficiaire n'a pas changé par rapport au premier semestre 2017. Toutefois, suivant les maturités, on note une forte hausse des crédits à court terme», qui «ont été essentiellement dédiés au financement des grandes entreprises (85,44% de ces concours)».

Oscar Onana



Télécom

Camtel compte déployer des succursales au Brésil, Nigeria et en Afrique du Sud

La Cameroon Mobile Telecommunications (Camtel), l'opérateur historique des télécoms au Cameroun, compte déployer des succursales au Brésil, Nigeria et en Afrique du Sud.

L'annonce a été faite par le directeur général (DG) de Camtel, David Nkoto Emame. Cette annonce intervient à la suite du récent déploiement du câble sous-marin à fibre optique (6000 km) baptisé South Atlantic Inter Link (Sail), ainsi que la connexion de l'infrastructure aux deux points d'atterrissage que sont la ville de Fortaleza au Brésil et Kribi, cité balnéaire du Sud du Cameroun.

« Camtel doit pouvoir se situer dans la mouvance du nouveau paradigme du management des télécoms. Nous envisageons aller au-delà de la fourniture des services traditionnels, pour nous positionner fortement comme producteur et fournisseur de solutions digitales.», a déclaré M. Nkoto

Emame. Il a ajouté : « Nous sommes en train de revoir le statut, le règlement intérieur et l'organigramme de notre entreprise. Notre projection à l'international nous recommande de déployer des succursales partout où nos câbles sous-marins atterrissent, notamment à Fortaleza au Brésil et Lagos au Nigeria.» Il devrait également avoir une succursale de Camtel en Afrique du Sud, a annoncé le DG.

David Nkoto Emame a rappelé que le câble reliant le Cameroun au Brésil, n'est pas le premier 1er câble sous-marin de Camtel. En 2016, un câble sous-marin a été posé pour relier la ville de Kribi à celle de Lagos, le NCSCS (Nigeria to Cameroon Submarine Cable System), long de 1000 km.

O.O



Camtel compte déployer des succursales au Brésil, Nigeria et en Afrique du Sud

Bad

Le portefeuille actif au Cameroun totalise des engagements d'un montant de 875 milliards FCFA

En visite au Cameroun du 15 au 18 septembre, Khaled Sherif, vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) a échangé avec les autorités, entre autres, sur l'état de la coopération avec l'institution panafricaine.

L'on a appris au cours de cette rencontre avec le ministre camerounais qu'à la date du 30 août 2018, le portefeuille actif de la banque au Cameroun comprend 23 projets totalisant des engagements de 1 121 milliards d'unités de comptes (UC), soit environ 875 milliards FCFA. Ce montant est réparti comme suit : 805,853 millions UC pour 14 projets nationaux, 191,567 millions UC pour 5 projets régionaux et 123,646 millions UC pour 4 projets du secteur privé.

Le taux de décaissement global du portefeuille est de 40,4%. Il est réparti comme suit : 31,30% pour les projets du secteur public national, 33,99% pour les projets publics



multinationaux et 92% pour le secteur privé. Avec la conclusion en juin 2017 d'un programme économique et financier entre le Fonds monétaire international (FMI) et le Ca-

meroun pour une période de trois ans, de 2017 à 2019, soutenu par les appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers, la BAD a déjà décaissé une pre-

mière tranche d'un montant de 150 millions d'unités de compte. Ceci dans le cadre du Programme d'appui à la compétitivité et à la croissance économique (Pacce).

Pour cette année 2018, il est envisagé un décaissement de 150 millions d'euros, soit environ 98,5 milliards FCFA.

Oscar Onana

Industrialisation en Afrique Centrale

N'Djamena accueille le Comité intergouvernemental d'experts

La 34e session s'ouvre ce jour dans la capitale du Tchad.

L'es représentants des gouvernements de la sous-région Afrique centrale et les experts du développement de l'Afrique centrale et du monde se retrouvent dès ce jour au Tchad. Pendant 4 jours (du 18 au 21 septembre 2018), ces derniers siégeront dans le cadre de la 34e session du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) pour l'Afrique centrale. Le financement de l'industrialisation de la

sous-région sera au centre des débats de ce rendez-vous.

Selon les organisateurs, l'objectif de cette rencontre est de mettre sur pied une plateforme de débats et de propositions. Celle-ci qui devra permettre d'adopter une stratégie harmonisée de déblocage des financements pour l'industrialisation des économies d'Afrique centrale. D'ailleurs, l'enjeu de cet important rendez-vous est aussi de dégager des pistes qui permet-

tront aux Etats de l'Afrique centrale, dont le Gabon, le Tchad et le Cameroun, de quitter le statut d'exportateurs de matières premières. Il sera donc question pour ces pays d'être beaucoup plus bénéfiques grâce à une diversification sectorielle et une industrialisation rapide.

Il convient tout de même de rappeler que ladite rencontre s'inscrit dans la continuité des discussions des précédentes sessions ayant porté sur

la nécessité pour les pays de la sous-région, de s'immerger complètement dans une philosophie pratique. Il s'agit donc pour la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique d'une opportunité pour les pays concernés qui permettra aux décideurs de la sous-région d'insister sur la diversification économique et la transformation structurelle comme évoqué lors des sommets extraordinaires des chefs d'Etats et de gouvernements de

la CEMAC en 2016 et 2017. « Cette rencontre contribuera au maintien de la dynamique créée lors de la 33e session du CIE en octobre 2017 à Douala au Cameroun et à la mise en œuvre du «Consensus de Douala» qui tend à stimuler la diversification de l'économie de la sous-région par l'industrialisation fondée sur les ressources et le commerce », a ajouté le Comité.

Michèle Ebongue

Présidentielle

La bataille des sondages

Les enquêtes d'opinion pleuvent ces derniers temps, avec des tendances favorables à ceux qui les commandent.

On est déjà en train de négocier le dernier virage qui mène à la présidentielle du 07 octobre prochain. Chacun affûte ses armes, avec pour objectif principal la conquête de l'opinion. Une fois de plus dans cet environnement de précampagne, le sondage d'opinion qui resurgit. Qui eut cru que même le parti au pouvoir qui concentre pourtant tous les leviers pour réussir une fois de plus à imposer son candidat opérerait pour cette stratégie ? Il n'a sans doute pas échappé aux Camerounais que hier, pas moins de 11 journaux ont affiché à leur une les résultats d'un sondage soi-disant réalisé par un cabinet américain (Ennovative Solution Inc) et donnant Paul Biya largement vainqueur à l'issue du vote. Alors qu'en général, les résultats des sondages sont souvent publiés sans commentaire, Ennovative Solution Inc choisit comme par hasard d'expliquer les résultats de son enquête d'opinion : « Depuis 1997, le Président Paul Biya a toujours visité les régions du Grand Nord pendant les campagnes présiden-

tielles. C'est pourquoi ces trois régions sont devenues des bastions du RDPC. Le contrôle de l'électorat du septentrion donne à tout candidat au moins 45% du total des votes valablement exprimés. Il est presque évident que le parti au pouvoir de Paul BIYA est effectivement présent dans tous les 360 arrondissements du Cameroun.

Le Président Paul BIYA se rendra probablement dans la Région de l'Extrême-Nord où il a un électorat très stable. Les choses sont encore mieux pour le Président-candidat en 2018 parce que les partis politiques les mieux implantés dans le septentrion et qui contrôlent plus de 98% de l'électorat ont fait une coalition pour voter en sa faveur ; à savoir : l'UNDP de M. Bello Bouba MAÏGARI, l'ANDP de M. HAMADOU Mustapha et le FNSC de M. Issa CHIROMABakary », peut-on lire. Inutile de dire que les autres candidats y sont présentés comme des nains, des petits poucets incapables de réaliser une prouesse électorale.

Seulement, depuis que les candidats s'échauffent, Paul Biya n'est pas le seul ni le pre-



mier à bénéficier des faveurs des intentions de vote. Il faut dire que cet exercice semble être devenu l'un des favoris de la présidentielle. Certains prévoient même une défaite de Paul Biya. Celui réalisé par Afrique-Info donnait Cabral Libii vainqueur, suivi de Maurice Kamto. Paul Biya ne venait

qu'en troisième position. Régulièrement, cet exercice est organisé sur les réseaux sociaux, avec des résultats divers, en fonction de la sensibilité politique de celui ou ceux qui l'initient. Reste cependant entendu que la loi camerounaise ne permet pas les sondages d'opinion.

Que les zélotes du parti au pouvoir se soient empressés à contacter les rédactions pour faire publier les résultats d'un sondage réalisé à l'étranger, pousse quand même à s'interroger. Mais puisque le résultat est favorable au champion national, il n'y a rien à voir.

Kami Jefferson

Election présidentielle

Le soutien de l'Upc Ouest à Maurice Kamto

Le bureau de la coordination régionale de l'Ouest de l'Upc l'a déclaré dimanche 16 septembre au cours d'une conférence de presse.

Àu départ, cette information du ralliement des militants de l'Union des Populations du Cameroun (Upc) derrière le candidat Maurice Kamto, leader du Mrc est apparue comme une rumeur dans la ville de Bafoussam. Ce dimanche 16 septembre 2018, les membres de la coordination régionale de l'Upc à l'Ouest, en compagnie de plusieurs militants hommes comme femmes, au cours d'une conférence de presse, ont donné les raisons de ce soutien à la personne de Maurice Kamto. C'est ainsi que dans son mot introductif, le coordonnateur régional, Henry Tagne a indiqué que « C'est par un vote que cela s'est opéré. Il n'était pas question de faire un choix tribal comme les uns et les autres tentent de

faire croire aux autres. Il était question d'un vote des membres du bureau exécutif régional de l'Ouest », explique le coordonnateur régional. L'on apprendra que sur les 25 membres du bureau exécutif régional, 23 étaient présents. Après 5 heures de débats sans issue, ceux-ci ont procédé à un vote avec les 9 candidats en lice. Au résultat final, le candidat Maurice Kamto a eu 15 votes en sa faveur, trois abstentions et 5 bulletins nuls, sur lesquels était porté le choix sur plusieurs candidats. C'est ainsi que tous se sont pliés à la loi de la majorité qui a porté son choix sur le candidat du Mrc. « Pour être dans la légalité dans la région de l'Ouest, nous avons convoqué le comité exécutif de la région pour plancher sur les mesures à prendre pendant cette élection après l'élimination de notre candidat.



Le soutien de l'Upc Ouest à Maurice Kamto

C'est ainsi que ce bureau a fait son choix. Ce n'est pas une décision des individus, mais de

l'organe suprême de l'Upc de la région », explique Michel Eclador Pekoua, secrétaire na-

tional à la préparation de l'avenir de l'Upc.

Jérôme Serge Todjom

Nord-Ouest

La mise en garde de Lele Lafrique sur la circulation des armes

Le gouverneur tire la sonnette d'alarme.

Lele Lafrique annonce que « au cours d'opérations routinières de recherche et de contrôles menées dans les divers check-points, certaines personnes qui s'empressaient de quitter la région vers les autres parties du pays et d'autres qui entraient, ont été découvertes en possession d'armes à feu, de munitions, d'engins explosifs artisanaux, de drogue et autres objets compromettants, indiquant clairement que les activistes se préparaient à étendre la violence au-delà de la région, d'autres y arrivant pour la perpétuer ». Cela n'est pas une première, vu que les sécessionnistes ont déjà eu à toucher l'Ouest ainsi que le Littoral. Du coup, l'on annonce plus de contrôles stricts. Outre les forces de défense et de sécurité et les autorités administratives, les agences

de voyage sont mises à contribution. Même les conducteurs de véhicules à usage personnel ou commercial n'y échappent pas, puisqu'il ressort du communiqué de LeleLafrique qu'ils seront considérés comme des terroristes s'ils sont pris en flagrant délit de transport d'activistes terroristes.

C'est que, le gouverneur le Nord-Ouest est submergé par la crise qui sévit dans sa région de commandement. Dans son communiqué-radio, Adolphe Lele LAfrique fait le listing des malheurs que les sécessionnistes imposent : « montée inquiétante des actes d'assassinat, kidnapping contre rançon, pillage de propriétés et biens, destruction de documents personnels, paralysie de la circulation, vandalisme à l'égard des élèves et des enseignants, des forces de défense et de sécurité... »



Des armes

Le gouverneur annonce alors que le chef de l'Etat a pris des mesures pour garantir la sécurité des personnes et de leurs biens. Ce qui est vrai dans le Nord-Ouest l'est aussi pour le Sud-Ouest. Pour rappel, les éléments de la marine ca-

merounaise ont arraisonné trois chalutiers dans la région du Sud-Ouest, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août 2018. Présentés comme des bateaux de pêche, ces chalutiers transportaient des cargaisons d'armes de guerre vi-

sant à ravitailler les sécessionnistes. La fouille effectuée à bord de ces engins en provenance du Nigeria, avait également permis de découvrir d'importantes sommes d'argent.

K.J.

Rdpc- Mifi

On mobilise 82 millions pour la campagne de Paul Biya

C'était au cours d'une réunion tenue ce samedi 15 septembre 2018 à la permanence Rdpc.

Bien que les obsèques du patriarche Joseph Kadji Defosso aient fortement retardé la rencontre des militants du Rdpc dans le département de la Mifi, la cérémonie a connu une belle fin. La cagnotte a été d'environ 83 millions. Il y a eu des contributions qui ont boosté la totalité du paquet. D'abord Sylvestre Ngouchinghe, alias Congelcam, chef de la délégation département du comité central du Rdpc dans la Mifi et chef de la commission de la campagne en faveur de Paul Biya dans la Mifi qui seul a offert 60 millions. Viennent Emmanuel Nzeté, délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Bafoussam avec 5 millions,

puis le promoteur de général Express, qui a offert 2,5 millions ; tout comme Jules Hilaire Focka Focka, maire de la commune d'arrondissement de Bafoussam 1er, l'honorable Joseph Kankeu, Pascal Nguihe Kanté secrétaire général adjoint dans les services du premier ministre, qui ont contribué chacun la somme d'un million. Autre chose remarquée, c'est cette absence de solidarité observée lors de cette collecte dans le département de la Mifi. Il y a quelques semaines, la même cérémonie se tenait dans la ville de Mbouda pour le compte du département des Bamboutos. À cette rencontre, Sylvestre Ngouchinghe était allé soutenir son camarade chef de la délégation permanente de



Pendant la cérémonie

Bambouto. C'est ainsi que cet opérateur économique a contribué à hauteur de 10 millions à Mbouda. A la rencontre de Bafoussam, les

militants du Rdpc de la Mifi espéraient un retour d'ascenseur du département des Bamboutos à l'endroit de la Mifi même par une

contribution symbolique. Malheureusement, personne de ce côté-là n'a fait le déplacement.

Jérôme Serge Todjom

Présidentielle 2018

Paul Eric Kingue : directeur de campagne de Maurice Kamto

C'est ce qui ressort de la réunion organisée par le Mrc pour présenter sa coalition.

Paul Eric Kingue a été désigné directeur de campagne du MRC. C'est ce qui ressort de la conférence de presse qu'a organisée hier au sein de son parti à Yaoundé, le professeur Maurice Kamto. A cette occasion, 06 partis politiques de l'opposition ont gagné les rangs du Mrc. C'est la réalisation du vœu le plus cher de Kamto, qui a fait le tour des partis politiques, pour exprimer son désir de voir une coalition des partis politiques se former.

Il s'agit du Mouvement du Progrès du Cameroun Nouveau (MPCN) de Paul Eric Kingue ; la Dynamique pour la Renaissance Nationale (DRN) de Albert Nzongang ; du Rassemblement démocratique pour la défense du Cameroun (RDDC) de Lambolo Dieudonné ; du Front de Solidarité Natio-

nale (FSN) ; du parti Libéral démocratique (PLD) et la Ligue Démocratique (LD).

Au-delà de ces partis politiques qui ont rallié le MRC, une coalition à la base avec des formations politiques s'est également formée. Citons l'UPC section de l'Ouest et celle du Littoral ; l'ex vice-président et autres membres du Patriote Démocrate pour le Développement du Cameroun (PADDEC) ; le conseiller municipal de Douala Jean-Claude Feuzeu de l'Alliance des forces progressistes.

Il est également à noter une coalition à la base avec les syndicats, notamment les Dockers et travailleurs du port autonome de Douala. Sans oublier la coalition avec la société civile, avec pour chantre André Blaise Essama.

Le choix du MRC porté par les autres partis politiques n'est pas le fait du



Paul Eric Kingue et Maurice Kamto

hasard. « Vos équipes et vous avez traversé les villages, les arrondissements, les départements, pour porter les messages d'espoir à nos popula-

tions qui jusqu'ici sont meurtries et ont envie qu'on les sorte de cette situation », s'est justifié ainsi le président du MPCN. Pour lui, il est sûr

et certain que le Professeur Kamto, sortira les camerounais de cette situation misérable le 07 octobre prochain.

Rosette Ombessack

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Paul Éric Kingue,
directeur de campagne

« Ce qui se passe aujourd'hui est historique »



J'ai eu à observer le candidat Maurice Kamto et j'ai constaté qu'il a parcouru pratiquement l'ensemble des arrondissements du Cameroun. Il est allé toucher le Cameroun profond et cela a suffi pour que je comprenne qu'il peut être différent de Monsieur Biya qui, en 36 ans, n'a visité que 8 départements. Aller à Moloundou, BétaréOya, ou à Makenene, c'est faire preuve du don de soi. Ce qui se passe aujourd'hui est historique parce que nous avons vu un candidat qui, alors qu'il est critiqué par des gens de l'autre bord, est resté calme et silencieux, et a décidé de continuer son périple sur l'ensemble du territoire national. Comment ne pas avoir de l'admiration pour ce personnage ?

Sosthène Medard Lipot,
secrétaire national de la communication Mrc

« Il y a un parti qui a la majorité présidentielle »



C'est une coalition gagnante qui regroupe les formations politiques camerounaises, mais aussi les organisations de la société civile et même les syndicats. Pour un début aujourd'hui, cette coalition gagnante c'est 06 partis politiques à travers leurs dirigeants. Il y a un parti qui a la majorité présidentielle dont le leader est du grand Nord. Maurice Kamto va vous annoncer cela dans les prochains jours.

Célestin Djamen

« On a besoin du sang neuf pour la politique au Cameroun »



Ça fait pratiquement un mois et demi que je suis membre à part entière du Mrc. Le plus important aujourd'hui c'est la dynamique Mrc. On n'arrête pas le vent avec les mains. Ce qui est en train d'être démontré aujourd'hui, c'est le mouvement d'ampleur que prend aujourd'hui non seulement le Mrc, mais les porteurs de projets du MRC. Je reste positif que les jours qui viennent vont encore apporter beaucoup de surprises. Nous allons mettre les bouchées doubles pour que cette victoire ne soit pas volée. On a besoin du sang neuf pour la politique au Cameroun.

Propos recueillis par R.O.

Est/Enseignements secondaires

Le coup de balai de Nalova Lyonga contre les chefs d'établissement véreux de la région de l'Est

Les récentes nominations des responsables dans les services déconcentrés du ministère des Enseignements secondaires frappent les chefs d'établissements indélicats, particulièrement ceux de la ville de Bertoua.

Les mouvements d'affectation des proviseurs étaient très attendus dans la région de l'Est, notamment dans le département du Lom et Djerem, au regard des nombreuses dénonciations faites par les parents contre certains responsables devenus des monstres financiers. La ministre des Enseignements secondaires (Mine-sec) est venue mettre un bémol à ce climat délétère qui régnait au sein de la communauté éducative de la ville de Bertoua.

Dans son arrêté ministériel N° 243/18, Nalova-Lyonga frappe du point sur la table. Tenez par exemple: Au lycée bilingue de Bertoua, Sangnera Emmanuel Jean cède son fauteuil à William Léonard Ndtungu, précédemment proviseur du lycée de Tigaza. L'ex-patron du lycée bilingue, bien que muté dans l'arrêté ministériel, est sans poste. Au cours des vacances scolaires, il a voulu renverser la présidente élue du bureau de

l'Association des parents d'élèves et des enseignants (Apee) dont le mandat est pourtant en cours.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bertoua 2e n'avait pas manqué d'annuler le processus électoral enclenché par le proviseur pour plusieurs irrégularités. Son voisin d'en face, Albert Michel Mbondo est lui aussi tombé. Il est également sans poste. Il cède sa place à François Garba, précédemment proviseur du lycée classique de Yokadouma. Albert Michel Mbondo quitte le lycée scientifique de Bertoua sans maîtriser les raisons qui l'emportent. L'année dernière, il avait violenté un élève pour vol de documents et les parents dudit enfant lui avaient servi une citation directe. L'affaire avait fait grand bruit au sein de la communauté éducative locale.

Quant au proviseur du lycée de Bonis, Simon Pierre Tonyé, il va prendre les commandes d'un autre établissement sco-



Nalova Lyonga

laire dans le Haut-Nyong en remplacement de MpendékéZalang, professeur des lycées d'enseignement général.

Le coup de balai du Mine-sec frappe également André Ovono Ondo au lycée technique de Bertoua-Kpokolota. Il est rem-

placé par TounaNké autrefois censeur dans le même établissement.

Ce mouvement a laissé inaperçus Ginette Mpesbonia et EndomNang Bertrand, respectivement proviseur des lycées de Mokolo 3 et Mandjou. Ces deux-là sont présentés

comme des modèles dans la gestion affaires publiques et le management des institutions scolaires. Les nouveaux responsables promus ont pris fonction ce lundi 17 septembre 2018.

BossisEbo'o

St Joseph's College Sasse, Buea attacked by Ambazonian Defence Forces

Calm is yet to return at the campus of St Joseph's College Sasse, a renowned catholic school at the heart of Buea some twenty four hours after the Ambazonian defence Forces visited the school early Monday. We are told that around midnight last night, Sasse college was attacked by some elements who identified the

mselves as Amba forces, dressed in their usual style, some with traditional military style guns, locally made guns, machetes, knives and other locally made weapons.

According to one of the school staff the Ambazonians questioned why the school was still open and functioning. Students were pulled out of their dormitories and made to seat outside on the football field at

around 1am to 2am. Some of the students and staff were beaten up (with machetes in some cases) and forced to sing anti regime songs. Some phones and valuables of some of the victims were taken by the Amba boys. It is reported that it was thanks to one of their "Generals" who came and told the others to liberate the students under siege but requested that the

school should be closed immediately.

Despite the ill treatment given to some senior students and staff, no one sustained any major injury or life threatening injury. Some students who fled the scene have been located in the neighboring vicinities and towns.

The military was alerted by a few fleeing students but came meanwhile the Ambaguys had left. Given the uncertainty

and threats from Amba boys, Bojongo and Mt. Camel had already been closed and most students temporarily relocated to other schools in the diocese, which are more accessible and safer. Sasse, Biocol and the other schools in the diocese were tentatively scheduled to go on break this weekend and to return on a date which will be announced.

By Amos Muang Nsah

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

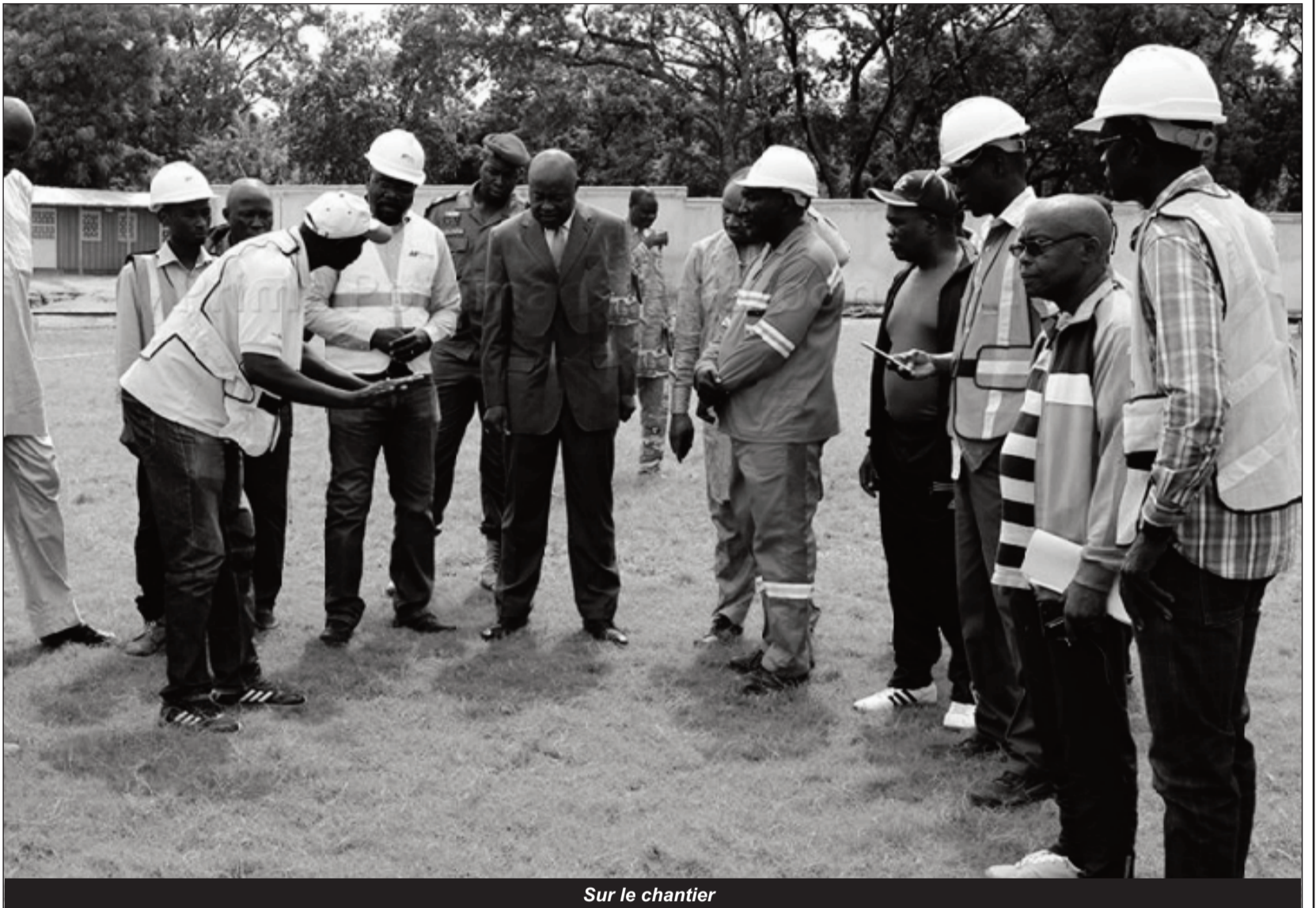
Lisez et faites Lire

CAN Total 2019

Le Minsep est allé toucher du doigt

Pierre Ismaël Bidoung Mpkatt a visité les chantiers du Nord en vue de s'assurer que les travaux avancent bien pendant que le président de la CAF fait une autre sortie sur le sujet.

Les préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations Total Cameroun 2019 restent au centre de toute l'attention du Gouvernement camerounais. Après les Ministres du Travail et de la Prévoyance Sociale puis du Tourisme et des Loisirs, c'était au tour de Pierre Ismaël Bidoung Mpkatt, le Ministre des Sports et de l'Education Physique de se rendre, en fin de semaine dernière, sur les chantiers du site de Garoua. « Vous savez, après les derniers événements qui sont survenus sur l'un de ces différents chantiers (chantier de construction d'un hôtel confié à l'entreprise Mota Engil, ndlr), il était important que le Ministre des Sports et de l'Education physique aille voir par lui-même comment se passent les choses », a confié hier une source bien introduite. Qui rassure cependant qu'« au terme de cette visite des chantiers, il se dégage que cet incident ne va pas empêcher le Cameroun de livrer à temps ses chantiers ». Cette assurance arrive peut-être à point. Car cette même fin de se-



Sur le chantier

maine a été marquée par une énième sortie du Malgache qui est à la tête de la Confédération Africaine de Football. Ahmad Ahmad a déclaré vendredi dernier au Niger « Laissons la CAF se réunir à la fin du mois, et vous allez entendre après, par les moyens de notre communication quelle est la position de la CAF par rapport à cela. Il y aura une prise de décision ou

il y aura un ultimatum. Mais ça, ce n'est pas aujourd'hui que je peux le dire. Il faut qu'on se réunisse pour voir ensemble au sein du comité. Mais ce que je peux vous dire c'est que ce n'est pas la CAF qui retire la CAN, que ce soit à un pays ou à un autre. C'est le pays qui n'est pas prêt et qui se désiste. Mais la CAF lui dit tout simplement voilà le cahier de charges.

Vous êtes prêts, on organise. Vous n'êtes pas prêts, vous-mêmes vous retirez de cette organisation. Donc la réalité est que c'est le pays qui veut ou qui ne veut pas. Et le reproche doit aller au pays, pas à la CAF », a-t-il laissé entendre. Cette position vient renforcer celle du mois d'aout dernier en Guinée Equatoriale. « Jusqu'à preuve de contraire, la

Coupe d'Afrique des Nations est au Cameroun. Les gens disent ce qu'ils veulent, mais pour nous c'est cela. Il n'y a pas de plan B jusqu'à présent. Cela ne dépend pas de nous. Il n'y a que le Cameroun seul. C'est eux qui peuvent nous dire s'ils sont prêts ou s'ils ne sont pas prêts. Ce n'est pas à la CAF de le dire ».

Alfred Epacka

Commentaire CAN, CAF et Elucubration

On a peut-être déjà trop entendu Ahmad au sujet de la CAN 2019. C'est à se demander s'il lui restera des mots à mettre dans son discours d'ouverture de la Coupe d'Afrique des Nations TOTAL Cameroun 2019, au stade d'Olembé. En attendant, le président de la Confédération Africaine de Football a déjà servi la compétition que notre pays va abriter l'année prochaine à toutes

les sauces. Mais la meilleure épice du Malgache est bien restée la contradiction. Car entre deux ou trois prises de parole sur le sujet, il a toujours eu beaucoup de mal à rester cohérent. Au-delà de sa première sortie au cours de laquelle il a déclaré que notre pays ne serait pas capable d'organiser une Coupe d'Afrique des Nations même si elle se jouait entre quatre sélections nationales, il y a eu des revirements et des

revirements qui perdent un peu l'auditoire. Quoi qu'il en soit, la dernière sortie de celui qui de toute évidence a encore en travers de la gorge le retrait de la CAN U-17 à son pays sous l'ère Issa Hayatou n'est pas si rassurante que cela sur sa volonté de laisser notre pays tranquille. Car au-delà du fait qu'il dise que la Confédération Africaine de Football n'en est pas à avoir un plan B, il revient sur le cahier de

charges qu'il faudra brandir au nez du pays organisateur pour vérifier s'il est prêt. Il semble alors fort clair que le Malgache appelle de tous ses vœux la moindre défaillance du pays d'Issa Hayatou, pour pouvoir, aussi, lui retirer l'organisation d'une Coupe d'Afrique des Nations, et pas n'importe laquelle, mais la plus prestigieuse de toutes. Le Cameroun est donc forcé de répondre à tous ces dénigrement et pro-

vocations de la part du président de la Confédération Africaine de Football. Et la réponse, elle est apportée dans le meilleur des sens. Toutes les forces sont mises en synergie pour que notre pays rattrape son retard en ce qui concerne les préparatifs de la CAN TOTAL Cameroun 2019. Et au rythme où les choses se passent, il y a de fortes chances que le Malgache déchanté bien assez tôt.

RDC

De mystérieux assassinats à Kinshasa

Les enlèvements ont tous eu lieu dans la commune de Kalamu, à Kinshasa.

Plusieurs corps sans vie ont été retrouvés à Kinshasa dimanche 16 septembre. Au total, quatre selon la police et six selon des sources onusiennes. Les victimes, toutes jeunes, ont été enlevées dans la nuit de vendredi à samedi par des personnes cagoulées et armées qui ont opéré dans les quartiers de la commune de Kalamu. Le corps de Jos a été découvert tôt le matin par ses voisins à environ 100 mètres du domicile familial sur l'avenue Sécurité, à Kauka, un des quartiers de la commune de Kalamu.

La vingtaine révolue, ce jeune électricien a été enlevé, selon sa famille, par une dizaine d'hommes armés qui se sont introduits de force dans une des maisons de la parcelle familiale. « On est venu me voir pour me dire : les enfants de votre petit frère ont été

arrêtés cette nuit vers 3h du matin et conduits vers une destination inconnue », raconte Steve, l'un des oncles de Jos.

A environ 200 mètres de l'endroit où le corps de ce jeune a été retrouvé, sur l'avenue Bananier, le même scénario s'est produit la nuit de vendredi à samedi. « Ils ont enlevé un de nos neveux et 24 heures après, on l'a retrouvé mort. C'est un événement ici. Mais il n'est pas le seul à avoir été enlevé comme ça à Kauka et avoir été retrouvé mort », rapporte l'oncle d'une autre victime.

Des traces de violence ont été relevées sur tous les corps retrouvés. Plusieurs questions restent en suspens : qui sont ces hommes armés ? Pourquoi opéreraient-ils seulement dans cette commune ? Pourquoi avoir déposé les corps aux alentours des habitations des victimes ? Existe-t-il un lien entre les victimes ?



De mystérieux assassinats à Kinshasa

Certaines familles endeuilées pointent du doigt les services de sécurité et particulièrement la police. Des

accusations qui sont rejetées par le général Sylvano Kasongo Kitenge, numéro un de la police, qui affirme

ignorer l'identité de ces hommes armés et annonce l'ouverture d'une enquête.

Source Rfi Afrique

RDC - CPI

Jean-Pierre Bemba condamné à douze mois de prison dans l'affaire de subornation de témoins

La Cour pénale internationale a condamné Jean-Pierre Bemba à douze mois de prison ferme dans l'affaire de subornation de témoins, dans une décision rendue publique lundi 17 septembre. Sa défense plaide la relaxe, en arguant de son acquittement spectaculaire en juin dernier.

En juin dernier, Jean-Pierre Bemba avait été acquitté en appel des charges de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Lesquels portaient sur les exactions commises par sa milice, le Mouvement de libération du Congo (MLC), et lui avaient valu une condamnation à 18 ans de prison ferme en première instance. Mais l'opposant avait encore maille à partir avec la CPI dans cette affaire de subornation de témoins.

Quatorze témoins avaient en effet été soudoyés par Jean-Pierre Bemba et ses avocats, afin qu'ils présentent de faux témoignages devant la CPI. Une culpabilité confirmée en mars par la Cour d'appel, qui avait alors renvoyé le prononcé de la peine à une date ultérieure. C'est chose faite,

avec sa condamnation à douze mois de prison ferme et à une amende de 300 000 euros. Une peine largement couverte par son temps passé en détention.

Une épine dans le pied

Malgré son acquittement et sa sortie de prison, cette affaire connexe représente une sérieuse entrave aux ambitions politiques de l'ancien chef de guerre. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni), puis la Cour suprême, l'ont ainsi déclaré inéligible à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre prochain. Motif invoqué : l'interdiction dans la loi congolaise se présenter au scrutin en cas de condamnation pour corruption.

Mais cette interprétation est vivement critiquée dans le camp de l'ancien chef de guerre, au sein duquel on rap-

pelle notamment l'existence de deux délits distincts (corruption et subornation) dans le code pénal congolais.

La CPI dans le viseur

Deux jours avant la décision des juges de La Haye, les autorités congolaises avaient menacé dans un communiqué de quitter la Cour pénale internationale. « Plusieurs indices concordants (...) indiquent que certains gouvernements exerceraient des pressions sur les juges de la CPI », dénonce ce texte. Des pressions à même d'influer sur « les questions sous examen par devant cette institution en relation avec la situation en RDC, susceptibles d'avoir une incidence sur le processus électoral en cours dans le pays », selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Source Rfi Afrique



Jean-Pierre Bemba